

ASS/FG/II/MG

2023-123

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 29 AOÛT 2023

OBJET : CRÉATION D'UN SERVICE COMMUNAL D'HYGIÈNE ET DE SANTÉ DE DROIT COMMUN (SCHS)			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 29	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 23 août 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-neuf août à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Arnaud BÉATRICE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sylvie FUMET, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN (à partir de 20h35)

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Virginie JULIAN à Mme Bérengère LÉCÉA

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mireille SANTINI

RAPPORTEUR : Christine BÉNET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230829-2023-123-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/09/2023

Publication : 06/09/2023

Pour le Maire



Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1311-1 et 2, L. 1312-1 et R. 1312-1 et suivants, L. 1421-4 et L. 1422-1,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2321-2 ;

L'article L. 1421-4 du Code de la Santé Publique dispose que « le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène relève :

1° De la compétence du maire pour les règles générales d'hygiène fixées, en application du chapitre Ier du titre Ier du livre III du Code de la Santé Publique, pour les habitations, leurs abords et dépendances ;

2° De la compétence de l'Etat dans les autres domaines sous réserve des compétences reconnues aux autorités municipales par des dispositions spécifiques du présent code ou du Code général des collectivités territoriales ».

Les règles générales d'hygiène fixées, en application du chapitre Ier du titre Ier du livre III concernent : la prévention des maladies transmissibles, la salubrité des habitations, des agglomérations et de tous les milieux de vie de l'homme, l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, l'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'évacuation, de traitement, d'élimination et d'utilisation des eaux usées et des déchets, la lutte contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique, la préparation de distribution, de transport et de conservation des denrées alimentaires. (art L. 1311-1 du CSP).

Dans ces domaines, les décrets en Conseil d'Etat peuvent être complétés par des arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou par des arrêtés du maire ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune.

L'article L. 1422-1, al. 2 du Code de la Santé Publique précise que « les services communaux d'hygiène et de santé sont chargés, sous l'autorité du maire, de l'application des dispositions relatives à la protection générale de la santé publique énumérées notamment au titre Ier du livre III de la présente partie et relevant des autorités municipales. » et que ces services « relèvent de la compétence des communes ou, le cas échéant, des groupements de communes, qui en assurent l'organisation et le financement, sous l'autorité du maire ou, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Les articles L. 1312-1 et R. 1312-1 à 7 permettent aux agents de ces services et dont le statut est fixé, de disposer de pouvoirs spéciaux en vue de rechercher et constater les infractions aux règles d'hygiène, les conditions d'habilitation et d'assermentation y étant également précisées.

L'article L. 2321-2 (12°) du Code général des collectivités territoriales compte au titre des dépenses obligatoires pour les communes « les dépenses des services communaux de désinfection et des services communaux d'hygiène et de santé dans les conditions prévues par l'article L. 1422-1 du Code de la santé publique ».

Le service pourrait avoir un rôle de pivot dans les diverses actions de santé publique menées par la collectivité sur son territoire, en lien avec d'autres partenaires dans le cadre du Comité Local de Santé ou du Plan Régional Santé Environnement.

Considérant que le Maire est chargé du contrôle administratif et technique de diverses règles d'hygiène dont notamment celles en matière d'habitat, de nuisances sonores, d'activités non

soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, d'eaux usées, de déchets, de pollution atmosphérique, de denrées alimentaires, dès lors qu'elles relèvent de la compétence municipale ;

Considérant l'intérêt de disposer d'un Service Communal d'Hygiène et de Santé, compétent pour veiller à l'application des dispositions relatives à la protection générale de la santé publique énumérées par les dispositions du Code de la santé publique et relevant des autorités municipales, afin d'éviter les situations de carence de la collectivité ;

Considérant l'intérêt de disposer d'un tel service pour mener des actions coordonnées en matière de promotion – prévention de la santé et d'action en santé environnementale ;

Il est proposé au Conseil municipal la création d'un Service Communal d'Hygiène et de Santé organisé et financé au niveau communal. Il est donc demandé au Conseil Municipal :

1/ D'autoriser Monsieur le Maire à saisir les services de l'État compétents afin d'obtenir un accord de leur part concernant la création et le fonctionnement d'un tel service.

2/ D'approuver la création d'un Service Communal d'Hygiène et de Santé de Droit Commun (SCHS)

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération

**Sur présentation de sa rapporteure,
Le Conseil municipal
À l'unanimité**

Décide :



1/ D'autoriser Monsieur le Maire à saisir les services de l'État compétents afin d'obtenir un accord de leur part concernant la création et le fonctionnement d'un tel service.

2/ D'approuver la création d'un Service Communal d'Hygiène et de Santé de Droit Commun (SCHS)

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Mireille SANTINI

